



# **Lettre ouverte à la population**

## **PAS DE REPRISE AVANT SEPTEMBRE, ON VOUS EXPLIQUE POURQUOI !**

La Cgt Educ'action de l'académie de Dijon représente tous les personnels enseignants et non enseignants de l'éducation nationale et c'est à ce titre que nous souhaitons nous adresser à la population entière sur la « rentrée » progressive à partir du 11 mai.

Pour nous, personnels de l'éducation nationale, qui sommes également pour beaucoup parents et grands-parents, il est erroné de parler de reprise puisque nous n'avons jamais cessé de travailler depuis la décision de fermeture des établissements. Nous partageons les mêmes inquiétudes que vous. Tous s'accordent aujourd'hui pour dire que le confinement et la fermeture des établissements scolaires depuis le 16 mars a sauvé des vies. Ne parle t'on pas de plus 60 000 morts évitées en un mois ? Alors pourquoi déclarer un déconfinement progressif à partir du 11 mai avec les écoles en première ligne : soit le retour dans les établissements de 12 875 650 élèves et d'1 million de personnels ? Pour nous cette décision, qui prend le contre pied non seulement des avis du conseil scientifique, de l'ordre des médecins, mais aussi de ce qu'ont décidé des pays européens, à savoir une rentrée en septembre, a une logique claire, faire de l'éducation nationale une gigantesque crèche d'entreprise. Ce n'est pas un hasard que les premiers à aller au front, sont les enfants qui ne sont pas en âge de se garder seuls. Cependant, quelles sont les garanties de la non-contagiosité et de l'immunité des enfants et de leur famille ? Et que dire de celles des personnels et de leur famille quand on sait qu'il n'y a pas de médecine du travail digne de ce nom, ni de visite médicale annuelle obligatoire pour les personnels de l'éducation nationale. Comment accepter des groupes de 15 élèves quand par ailleurs les rassemblements de plus de 10 personnes sont interdits. Le président Macron et le gouvernement ne joueraient-ils aux apprentis sorciers ?

La raison invoquée prônant les inégalités sociales et les difficultés scolaires ont bon dos.

En réponse à cette légitime inquiétude, il y a eu l'annonce de l'école non obligatoire en laissant le choix aux familles, et donc à leur responsabilité, d'envoyer leurs enfants à l'école, à condition de produire une attestation. Qu'est-ce que ce non-choix veut dire ? Qu'est-ce que cela prépare pour les années à venir ? Le télé-enseignement pour les uns et l'école obligatoire en présentiel pour les autres ? Ne serait-il pas en train de légitimer au nom de la reprise économique et de l'urgence sociale une école discriminante ? Est-il acceptable que laisser les familles endosser seules la responsabilité de ce terrible choix avec les conséquences financières que cette pression implique ? Sans parler du stress et du sentiment d'insécurité que cela engendre.

Cette crise sanitaire a mis en lumière des tragédies sociales et la profonde inégalité. Mais voir l'école en temps de crise comme uniquement le pansement d'une fracture sociale organisée par des années de restrictions budgétaires, c'est non seulement piétiner son rôle majeur dans la construction d'individus libres et égaux mais c'est aussi nier la responsabilité des politiques dévastatrices de ces dernières décennies. Où sont et où seront les moyens qui ont été supprimés en infirmier.ères, assistantes sociales, médecins scolaires, de psychologues scolaires, et personnels encadrants dont les établissements ont tant besoin ?

Pour l'heure nous ne savons pas ce qu'il en sera exactement, ni si toutes les précautions sanitaires recommandées seront possibles.

**Aussi parce que l'égalité est une notion que nous défendons dans nos missions d'enseignant.es et revendications de syndicat, et pour préserver la santé des personnels et de leurs familles, et celle des élèves et de leurs familles la CGT Educ'action s'oppose à la réouverture des établissements à partir du 11 mai et souhaite qu'elle s'effectue en septembre pour tous·tes.**

Jusqu'au 4 juillet, nous demandons aux pouvoirs publics de prendre leur responsabilité en donnant tous les outils indispensables à tous les élèves et personnels pour la poursuite des apprentissages à distance. Nous demandons également que les services sociaux soient dotés des moyens nécessaires pour aider les familles en difficulté.